

GPA : les Français prêts à débattre de la question avant la présidentielle 2027 - EXCLUSIF

Emmanuel Macron a réaffirmé plusieurs fois son opposition à la GPA. Mais les Français réclament un débat, avant la fin de son mandat.

03/05/2024 19:07 Actualisé le 04/05/2024 07:50

Par Jade Toussay



SANDY AKNINE / GETTY IMAGES/PHOTONONSTOP RF

Les Français prêts à débattre de la gestation pour autrui avant 2027 - EXCLUSIF

POLITIQUE - Et si on parlait de gestation pour autrui ? Trois ans après l'ouverture de la PMA aux couples homosexuels et aux célibataires, cette autre [méthode de procréation reste strictement interdite en France](#). Selon [l'enquête d'opinion](#) réalisée pour Le

HuffPost par l'institut YouGov dévoilée ce vendredi 3 mai, les Français aimeraient pourtant bien voir le sujet mis à l'ordre du jour avant la prochaine élection présidentielle.

Dans le détail, 56 % des sondés - hommes, femmes et toutes tranches d'âge confondues - sont favorables à l'ouverture d'un débat sur la GPA avant [la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron](#). Le constat est valable chez les sympathisants de tous les partis de gauche et de la majorité présidentielle et dans une moindre mesure à droite. Seule exception : ceux du Rassemblement national, très divisés sur la question (45 % pour un débat, 46 % contre).

Ouvrir le débat de la gestation pour autrui ne veut pas pour autant dire légaliser cette pratique. Selon l'enquête YouGov, les Français sont partagés, même si une courte majorité (50 %) s'y disent favorables et 37 % contre. Avec là encore une adhésion plus forte à gauche et dans le camp présidentiel qu'à droite et à son extrême.

Macron opposé à la GPA, ses ministres pas unanimes

Le débat sur la gestation pour autrui est revenu sur le devant de la scène après [un tweet aux relents homophobes de Marion Maréchal](#), tête de liste Reconquête ! aux européennes.

Particulièrement clivant, le sujet divise au sein même des formations politiques. Par exemple au Parti socialiste où le président du groupe à l'Assemblée Boris Vallaud s'est récemment déclaré pour dans certaines conditions, « *bien que cela ne soit pas la position majoritaire du PS* » de son propre aveu.

Les positions ne sont pas plus unanimes dans le camp présidentiel. Le chef de l'État Emmanuel Macron s'est toujours dit opposé à la pratique. « *Il n'est pas question d'autoriser la gestation pour autrui en France, car elle met en question la dignité du corps de la femme et sa marchandisation* » réaffirmait en décembre 2021 l'entourage du président de la République.

La ministre déléguée à l'égalité femmes-hommes Aurore Bergé est sur la même ligne et a redit ce vendredi 3 mai sur RMC sa « *farouche* » opposition. Mais l'ex-ministre des Transports Clément Beaune est [pour](#). Le Premier ministre Gabriel Attal avait pour sa part laissé entendre en 2019 qu'il ne serait pas contre une GPA « *éthique* » pour avoir un enfant si c'était légal en France mais il ne s'est pas réexprimé depuis sur ce sujet. Quant à la ministre déléguée à l'Enfance et aux Familles Sarah El Haïry (membre du MoDem) dit elle souhaiter qu'« *un jour ce débat puisse se faire* », un avis que ne partage pas [le président du parti François Bayrou](#).

En revanche, les Français sont bien plus tranchés concernant une éventuelle influence de la France pour interdire la pratique à l'échelle mondiale : 59 % se prononcent contre et seulement 22 % pour. De quoi ternir le sourire de ceux qui, à droite et à l'extrême droite, revendiquaient [- à tort qui plus est -](#) d'avoir fait inscrire la GPA comme une forme « *de traite d'être humains* » au Parlement européen.

L'enquête a été réalisée sur 1001 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Le sondage a été effectué en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France du 29 avril au 2 mai 2024.